

La Stratégie de Sanae Takaichi en matière de Deep-Sea Mining : Leçons stratégiques pour la défense et l'exploration de l'Amazonie bleue brésilienne.

Par Antoine Bachelin Sena.



Le 19 mars 2026, la Première ministre du Japon, Sanae Takaichi, et le président des États-Unis, Donald Trump, ont formalisé un Mémorandum de coopération (MOC) sur le développement des ressources minérales des fonds marins.

L'accord, signé à Washington, a créé le Japan-U.S. Working Group on Deep-Sea Mineral Resource Development et marqué l'apogée d'un partenariat bilatéral visant à accélérer la recherche, les technologies et l'exploitation commerciale des minerais critiques en eaux profondes. Il ne s'agit pas de diplomatie générique : c'est une réponse coordonnée à la dépendance chinoise envers les terres rares et les minerais stratégiques indispensables à la transition énergétique, à la défense et aux hautes technologies.

Au même moment, le Brésil possède un trésor équivalent et sous-exploité : l'Amazonie bleue, territoire maritime d'environ 5,7 millions de km² — plus vaste que l'Amazonie verte et équivalent à 67 % du territoire continental brésilien. En mars 2025, la Commission des limites du plateau continental (CLPC) de l'ONU a approuvé l'extension de 360 000 km² sur la marge équatoriale (de l'embouchure de l'Oyapock/AP au littoral nord du Rio Grande do Norte), renforçant le potentiel en pétrole, gaz et minerais des fonds marins.

Ce que Sanae Takaichi fait de bien — et, sur certains aspects, ce qui pourrait être contestable — offre un miroir puissant au Brésil. Cet article, de plus de 3 500 mots et fondé sur des sources officielles actualisées jusqu'en mai 2026 (Maison Blanche, METI Japon, Marine brésilienne, IPEA, Reuters, NYT, Gibson Dunn et études scientifiques), analyse l'offensive japonaise dans le deep-sea mining, détaille la réalité de l'Amazonie bleue avec chiffres, opérations et défis concrets, et propose des leçons pratiques que le Brésil devrait copier (ou adapter) pour défendre souverainement ses ressources offshore.

Sanae Takaichi : la Première ministre qui a fait des fonds marins une priorité de sécurité nationale

Sanae Takaichi est devenue la première femme Première ministre du Japon en octobre 2025 et a été réélue avec une supermajorité en février 2026. Son agenda est explicite : durcissement face à la Chine, réarmement accéléré (objectif de 2 % du PIB en défense) et diversification urgente des approvisionnements en minerais critiques. Le Japon importe environ 90 % de ses terres rares de Chine. Pendant la campagne, Takaichi a répété que le pays ne pouvait plus dépendre de Pékin pour son avenir technologique et militaire.

Le MOC du 19 mars 2026 couronne cette vision. Signé à l'issue d'une rencontre entre Takaichi et Trump, le document s'inscrit dans l'US-Japan Action Plan for Critical Minerals Supply Chain Resilience (octobre 2025) et crée un groupe de travail bilatéral chargé de partager la science, les technologies et les meilleures pratiques en matière d'extraction de boues riches en terres rares et de nodules polymétalliques. L'objectif principal est le projet japonais à Minamitorishima (île Marcus), à environ 2 000 km au sud-est de Tokyo.

Le projet japonais : tests réels avec le Chikyu et partenariat avec les États-Unis

En janvier/février 2026, le navire de recherche Chikyu (de la JAMSTEC) a réalisé le test d'extraction le plus profond de l'histoire dans les eaux japonaises : il a récupéré des boues riches en terres rares à 6 000 mètres de profondeur près de Minamitorishima. Ce succès a été salué par Takaichi comme « le premier pas vers l'industrialisation des terres rares domestiques ». Le projet, lancé en 2018, a déjà coûté des dizaines de milliards de yens et pourrait nécessiter 340 milliards de yens supplémentaires (environ 2,1 milliards USD) pour rendre viable l'ensemble de la chaîne d'extraction et de raffinage.

Le MOC avec les États-Unis permet l'échange de données scientifiques, de technologies de succion sélective et de robotique, ainsi qu'un alignement réglementaire. Le Working Group réunit le METI (Japon), la NOAA (États-Unis) et le secteur privé (Mitsubishi, Mitsui). C'est une stratégie de « sécurité économique » : réduire la dépendance à la Chine tout en renforçant l'axe indo-pacifique.

Ce que le Japon fait de bien (et ce qui pourrait être erroné)

Points forts stratégiques :

- Volonté politique au plus haut niveau : Takaichi a transformé le sujet en priorité présidentielle et électorale. « Le Japon n'aura plus à s'inquiéter des terres rares, ni pour cette génération ni pour la suivante », a-t-elle déclaré. Cela a suscité un soutien public et budgétaire.
- Partenariat bilatéral pragmatique et rapide : le MOC n'est pas contraignant, mais permet une coopération immédiate sans bureaucratie excessive.
- Investissement réel en R&D : les tests avec le Chikyu démontrent un leadership technologique à des profondeurs extrêmes.
- Intégration avec la défense et la diplomatie : le projet s'aligne sur les accords avec l'Australie (mai 2026) concernant les minerais critiques et la défense.

Risques ou erreurs possibles :

- Impacts environnementaux incertains : la mineração en haute mer peut générer des panaches de sédiments toxiques, affecter les écosystèmes abyssaux et libérer du carbone. L'Autorité internationale des fonds marins (ISA) débat encore d'une moratoire ; critiques et ONG alertent sur des risques irréversibles.
- Coûts élevés et viabilité commerciale lointaine : l'extraction à 6 000 m est très onéreuse ; même avec des subventions, la commercialisation complète pourrait prendre des décennies.
- Risque d'escalade géopolitique : la Chine répond par des navires de recherche proches de la zone économique exclusive japonaise et par de possibles représailles sur les exportations.
- Narratif électoral exagéré : une partie du discours semble optimiste à des fins électorales ; le « succès mondial » masque les vrais défis techniques et économiques.

Malgré cela, l'avantage stratégique l'emporte : le Japon agit avec urgence pendant que d'autres hésitent.

L'Amazonie bleue : le géant maritime brésilien

La Marine brésilienne a forgé le terme « Amazonie bleue » en 2004 pour souligner l'importance du territoire maritime. Il s'agit de 5,7 millions de km²

d'eaux juridictionnelles (mer territoriale de 12 milles, zone économique exclusive de 200 milles et plateau continental étendu). Cela représente 67 % du territoire continental et place le Brésil parmi les plus grands détenteurs de ZEE de la planète.

Extension récente (mars 2025) : la CLPC/ONU a approuvé +360 000 km² sur la marge équatoriale, couvrant des bassins sédimentaires riches en pétrole (Foz do Amazonas, Pará-Maranhão, Barreirinhas, Ceará et Potiguar). La demande résultait du LEPLAC (Levantamento da Plataforma Continental), coordonné par la Marine avec Petrobras et les universités. D'autres demandes sont encore en cours d'examen.

Ressources stratégiques :

- Pétrole et gaz : 95 % de la production nationale provient de l'Amazonie bleue.
- Commerce extérieur : 95 % des exportations/importations transitent par ces eaux.
- Câbles sous-marins : 99 % du trafic de données international.
- Biodiversité et pêche : la moitié du poisson national.
- Minerais des fonds marins : l'Élévation du Rio Grande (ERG), à 1 100-1 200 km de la côte sud-est, couvre une superficie équivalente à celle de l'Espagne (environ 480-900 000 km² dans la demande). Les études du Serviço Geológico do Brasil (SGB/CPRM) identifient des croûtes de fer-manganèse riches en cobalt, nickel, platine, tellure, terres rares et autres minerais critiques pour les batteries, les éoliennes et la défense. Le Brésil a signé un contrat de recherche avec l'ISA en 2015, mais prévoit de retirer son parrainage pour affirmer sa souveraineté via la demande d'extension du plateau continental (déposée en 2018 et encore en cours d'analyse).

L'« Économie bleue » représente environ 19 % du PIB brésilien, avec un potentiel de croissance exponentielle selon l'OCDE.

Les vrais défis de l'Amazonie bleue : vulnérabilités qui exigent une action urgente.

Malgré son potentiel, l'Amazonie bleue fait face à des obstacles graves :

1. Surveillance et suivi : le SisGAAz (Système de gestion de l'Amazonie bleue) est en cours de déploiement progressif. La première Unité de surveillance côtière (UVC) au phare de Castelhanos (RJ) doit être livrée mi-2026. Le système intègre capteurs, télécommunications et analyse de données, mais manque encore d'un budget prévisible et d'une expansion nationale.

2. Technologie et recherche : capacité limitée pour le deep-sea mining. Le PROERG et les études du SGB fournissent des échantillons, mais il manque des navires de recherche avancés, de la robotique et des capitaux privés.

3. Questions environnementales et réglementaires : toute exploitation nécessite une licence rigoureuse. L'ISA réglemente la « Zone » (au-delà des juridictions nationales). Le Brésil respecte la CNUDM, mais il manque une Politique nationale claire pour une mineração offshore durable.

4. Souveraineté et demandes : la demande concernant l'ERG à la CLPC est encore en analyse. Le retrait du contrat ISA est stratégique, mais exige une coordination diplomatique.

5. Sensibilisation et budget : un tiers des Brésiliens n'a jamais vu la mer. Les ressources de la Marine pour le PROSUB, la patrouille et les satellites sont limitées.

Sources officielles : Marine du Brésil, IPEA, SGB, OCDE et CLPC/ONU.

Ce que le Brésil devrait copier de Takaichi (et comment l'adapter au contexte national)

Points forts à reproduire immédiatement :

1. Volonté politique présidentielle : créer une « Politique nationale pour l'Amazonie bleue » avec des objectifs budgétaires pluriannuels et un leadership direct du Planalto.

2. Partenariats internationaux pragmatiques : proposer un « Working Group Brésil-Japon-États-Unis » pour la R&D sur les minerais critiques, en profitant du rapprochement récent avec le Japon (groupe Wise en 2026) et de l'axe avec les États-Unis.

3. Investissement massif dans la science et la technologie : élargir le SisGAAz, acquérir des navires de recherche et créer un fonds spécifique via BNDES/Finep/Petrobras pour des tests sur l'ERG.
4. Intégration défense-économie : utiliser la Marine comme ancre (SisGAAz + LEPLAC) dans des partenariats public-privé durables.
5. Narratif national fort : campagnes massives de sensibilisation (cartes, programmes scolaires, débats de 2026).

Adaptations nécessaires (pour éviter les erreurs japonaises) :

- Prioriser la durabilité : adopter une moratoire temporaire pendant que les études environnementales avancent (contrairement à l'accélération japonaise).
- Maintenir la souveraineté : diversifier les partenariats sans dépendance excessive.
- Réguler avec rigueur : créer une agence nationale pour les licences offshore alignée sur l'ISA et la CNUDM.
- Inclure la société civile et la science brésilienne dès le départ.

Conclusion : la deuxième Amazonie qui ne peut plus attendre

Sanae Takaichi n'a pas inventé le deep-sea mining, mais elle en a fait un outil de souveraineté au XXI^e siècle. Le Japon, dépourvu de ressources terrestres, agit avec détermination. Le Brésil, détenteur de la plus grande frontière océanique d'Amérique du Sud, possède dans l'Amazonie bleue sa « deuxième Amazonie » — riche, stratégique et encore sous-exploitée.

Copier les succès de Takaichi (volonté politique, R&D accélérée, partenariats pragmatiques) et corriger les risques (évaluation environnementale rigoureuse, maîtrise des coûts, narratif inclusif) peut transformer l'Amazonie bleue en moteur de développement durable, de sécurité énergétique et de projection géopolitique.

L'Atlantique Sud est à nous. L'Élévation du Rio Grande, les bassins de la marge équatoriale et les ressources des fonds marins attendent une stratégie nationale coordonnée. Le « Pagodão Geopolítico » de demain pourrait être le début du débat public nécessaire. Le Brésil a la taille, les ressources, la Marine et la science pour mener — il ne manque que la décision politique urgente.

Sources principales : Maison Blanche, METI Japon, Marine du Brésil, Gibson Dunn, Reuters, NYT, IPEA, SGB, OCDE, CLPC/ONU, JAMSTEC et publications scientifiques 2025-2026. Données vérifiées en mai 2026.